

de taille, de vaporisation, d'émondage, de cueillette, enfin tout ce qu'il faut faire dans un verger. Une grande partie de ce travail se fait à la main, malgré l'existence de machines. Je sais que l'arboriculteur fruitier ne peut pas facilement passer d'une récolte à une autre parce que, généralement parlant, il a tous ses œufs dans le même panier. Il a placé son argent dans un verger et vu la nature de sa récolte, il ne peut pas facilement en changer lorsqu'il y a changement brusque du cours ou d'autres phénomènes de ce genre.

Je n'ignore pas que le fructiculteur a perdu certains de ses marchés traditionnels, notamment les marchés britanniques européens, à cause des difficultés monétaires et pour d'autres raisons. Je connais la concurrence accrue à laquelle il doit faire face depuis quelques années et qui lui vient des producteurs d'agrumes dans le Sud. Connaissant bien la situation de l'industrie de la fructiculture de la Colombie-Britannique,—je suis moi-même membre de l'Association des fructiculteurs de cette province depuis plus de 40 ans,—je crois pouvoir affirmer que ces fructiculteurs sont bien organisés. Ils abordent tous les problèmes dans un esprit ouvert. Ils n'ont rien négligé pour se débrouiller eux-mêmes. Chaque fois qu'ils ont demandé au gouvernement de les aider d'une façon ou d'une autre, ce n'est qu'après avoir épuisé toutes leurs ressources et parce qu'ils avaient à faire face à une situation particulièrement difficile.

Il y a quelques années nous avons eu à répondre à la question des variétés. Dans une certaine mesure, et à cause des conseils que nous avaient donnés certains fonctionnaires du gouvernement fédéral ou ceux du gouvernement provincial, et d'autres personnes, on avait planté des variétés impropres à la région. Il n'y avait de reproche à faire à personne à ce sujet. Avant le début de ce siècle on ne connaissait rien à la fructiculture dans ces régions. Il reste que bien des variétés n'étant pas satisfaisantes, le marché de l'arboriculteur fruitier a connu de très mauvais moments. L'association des fructiculteurs, avec la collaboration des producteurs, a fait ce qu'elle a pu pour supprimer les variétés non satisfaisantes.

L'arboriculteur fruitier de la Colombie-Britannique a cherché partout les marchés possibles; il n'a rien négligé pour surmonter les difficultés nées des restrictions monétaires actuelles. Depuis quelques années il a lancé une grande campagne de ventes dirigée par des personnes riches d'une longue expérience de cette industrie. Je dirais même que cette expérience a été acquise sur le

plan international, ce qui rend ces gens propres à s'attaquer à tous les problèmes et à leur apporter la meilleure solution qui soit.

Un exemple. En 1955, quelque 2.97 p. 100 du produit de toutes les ventes de pommes ont été placés dans la réclame de façon à augmenter la vente. On a fait tout ce qu'il était possible de faire pour répondre au changement d'habitudes et aux variations de la demande. On a amélioré l'emballage habituel de même que les variétés de fruits et aussi les méthodes d'emballage. On n'a négligé aucun effort. Par conséquent, il ne s'agit pas d'une industrie qui demande de l'aide au gouvernement, sans aucune modération, dès qu'elle rencontre le moindre obstacle. Il s'agit-là des griefs des fructiculteurs de la Colombie-Britannique, c'est-à-dire d'un groupe de producteurs, hommes et femmes, qui ont prouvé qu'ils cherchent à se tirer d'affaire eux-mêmes et qui sont prêts à faire tout ce qu'ils peuvent.

Pour donner une idée de la modération dont les producteurs de la Colombie-Britannique ont fait preuve au cours des années dans les demandes d'aide qu'ils ont adressées au gouvernement fédéral et à d'autres gouvernements, je me propose de communiquer certains renseignements à la Chambre. De 1941 à 1954, le coût global de l'assistance accordée aux fructiculteurs de la Colombie-Britannique s'est établi à \$3,622,807.17. Au cours de la même période, la production de pommes a représenté 4,359,621 caisses. L'aide fournie par le gouvernement fédéral à cette industrie, au cours de cette période, s'est donc établie à .0429c. par boisseau. Je défie le ministre de me donner un exemple d'un autre secteur de l'agriculture canadienne qui a reçu aussi peu d'assistance comparativement à la valeur globale de la récolte produite.

Je mentionne ces faits, monsieur l'Orateur, parce qu'il est très facile de sous-estimer leurs difficultés. Ceux qui ne connaissent rien à la fructiculture peuvent penser que ces producteurs se hâtent de demander l'aide du gouvernement sans avoir fait eux-mêmes tout ce qu'ils pouvaient pour surmonter les obstacles. Je m'unis donc à l'honorable député de Kamloops pour demander au gouvernement d'étudier avec sympathie les observations que pourra lui soumettre l'Association des fructiculteurs de la Colombie-Britannique au nom des producteurs de l'intérieur de cette province.

Avant de terminer, je puis rappeler que les fructiculteurs de la Colombie-Britannique sont le seul secteur de l'économie agricole canadienne qui, durant la guerre, à cause parfois de récoltes insuffisantes, d'une demande énorme ou d'une puissance d'achat accrue résultant de la grande activité des années de